



LE TRESOR MOSELLAN MOBILISE !

La RGPP a officiellement pour objectif la réduction de la « dépense publique » c'est à dire des suppressions massives d'emplois de fonctionnaires et par conséquent l'abandon de plus en plus de missions de service public. Celles-ci seront renvoyées aux intérêts privés au détriment des outils de solidarité que sont Fonction et Service Publics. Ce n'est pas là la préoccupation majeure du gouvernement et il ne s'en cache pas. Les usagers l'ont d'ores et déjà bien compris.

Dans ce cadre, ce même gouvernement a déjà analysé que le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite ne suffira pas pour conduire son opération ambitieuse de démantèlement du Service Public et de la Fonction Publique. C'est tout le sens de la loi sur la mobilité qui, loin d'être choisie, sera dès lors forcée. Flexibilité, précarité, assujettissement, voilà les valeurs qu'on veut substituer à celles d'égalité, d'indépendance et de responsabilités.

Face à cette casse programmée du Service Public et de la Fonction Publique qui le garantit, la mobilisation grandit dans les rangs de l'ex-DGI et de l'ex-DGCP. Lors de la grève du 10 juin, la Moselle s'est retrouvé au 3^{ème} rang des plus importants départements par son taux de grévistes. C'est le résultat de l'action menée dans notre département par les personnels qui se sont retrouvés dans l'action aux côtés de nos deux organisations syndicales.

Le résultat de l'action en cours, c'est également le report de l'examen du projet de loi sur la mobilité aux 26-27 juin. La nervosité policière lors de la manifestation parisienne le 10 juin prouve que le gouvernement craint l'extension du mouvement. La mobilisation chez les agents du Trésor et des Impôts est un abcès de fixation pour les fonctionnaires des autres administrations et ministères.

Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre l'action. Rassemblements, diffusions de tracts au public, signatures de la pétition «Le service public est notre richesse ! Mobilisons-nous ! », lettres à nos députés, actions de grève, ... : les agents doivent se réunir et décider ensemble, à la DGFIP et dans tous les secteurs de la Fonction Publique, des modalités d'action pour faire reculer le gouvernement sur son projet de loi.

Il en va du statut et de la garantie de neutralité du fonctionnaire, il en va du service public, il en va de l'intérêt général et des solidarités nées des combats de la Résistance et de la Libération. Les agents du Trésor et des Impôts ne se battent pas pour des privilèges, ils se battent pour un Service Public digne de ce nom.



TOUS DANS L'ACTION !

